

Original : AY 18

Kopien : BRF JAC DD KJP SIN RUE GRN DY KT ER LA PB SRU
AJ MA SFR FN AX WOK CFR WI GWB GH RAE

Kopie nach Kenntnisnahme vertraulich vernichten !

la ville du cap 10.01.1990 11.00h u r g e n t

0001 _____ hnhhh

c o n f i d e n t i e l

rp 1/1990 sbl

f.w. de klerk, l'anc et le processus de
negociation sur l'avenir du pays

f.w. de klerk (fwk) a reussi, durant les cent premiers jours de son mandat presidentiel, a convaincre la plupart des milieux politiques sud-africains qu'il s'est engage dans un processus lent, mais irreversible, de reconciliation nationale. certes, les mouvements nationalistes noirs sont encore tres mefiants envers cette politique d'ouverture, dont le premier effet a ete d'accen-
tuer leurs divisions internes: l'anc a accepte le principe d'une negociation en la liant a certaines pre-conditions, le bcm (black consciousness movement) oscille entre l'acceptation et le refus, le pac (pan africanist congress) rejette toute idee de negocia-
tion avec le pouvoir blanc. fwk a-t-il deliberement cherche a diviser pour mieux dominer? il semble plutot que ce soit, dans un premier temps, la consequence inevitable d'une nouvelle politique de dialogue qui fait suite a des decennies de repression systema-
tique, durant lesquelles l'opposition n'a eu d'autre choix que d'opposer un front uni du rejet a toute initiative de la minorite blanche, alors que desormais il s'agit d'organiser le front de la negociation.

qui negociera avec qui? a l'heure qu'il est, cette question est paradoxalement presque aussi difficile a resoudre que celle de l'objet d'une future negociation, qui devra necessairement, pour aboutir, mettre sur pied un systeme de gouvernement democratique excluant les inegalites actuelles. chacun a ses idees sur le cercle des participants. dans un premier temps, le gouvernement s'imaginait qu'une table de negociation pourrait etre constituee a partir du cadre constitutionnel existant: representants du gouvernement, leaders elus en vertu du systeme tricamerat, lea-
ders elus des "non-independant homelands" et, pour les noirs qui n'entrent nulle part dans le systeme electoral actuel, une election ad hoc pour designer leurs propres leaders. ce "non-starter" de l'automne passe, rejete aussitot par toute l'opposition democratique, y compris le parti democrat blanc et meme par certains leaders des homelands, a ete abandonne par fwk. .1.

11.01.1990 11.45h -o- bma



pour ce qui est des six "non-indépendant homelands" (dont l'un, le kwazulu est, comme on le sait, déjà doté d'une forte structure politique, avec l'inkatha comme mouvement de masse et buthelezi comme leader), ils pourront tenir ou non des élections pour désigner leurs représentants à une future négociation, et choisir lesdits représentants parmi les leaders existants ou non. Les mouvements d'opposition, toujours selon la doctrine actuelle gouvernementale, sont tous admissibles à la table de négociation (les plus significatifs, anc en tête, sont toujours interdits et doivent par conséquent être légalisés avant qu'une négociation proprement dite puisse s'engager), pour autant qu'ils soient représentatifs et acceptent de jouer le jeu selon des méthodes pacifiques. Une déclaration expresse de renonciation à la lutte armée n'est plus la pré-condition mise par le gouvernement à l'ouverture de pourparlers. Les autorités ont également modifié leur attitude à l'égard de leur propre représentation à des négociations futures: la minorité blanche ne serait pas représen-

tée par le gouvernement en tant que tel, mais par le parti national au pouvoir et éventuellement le parti démocratique (parti blanc d'opposition libérale), et à l'exclusion des mouvements minoritaires et extrémistes tels que l'awb (mouvement de résistance afrikaner) de tendance pro-nazie.

L'anc oppose aux idées gouvernementales qui précèdent celle d'une élection générale non raciale au suffrage universel qui déboucherait sur une assemblée constituante. Originellement, cette position était assortie de l'exigence que le gouvernement sud-africain se mette en veilleuse en prévision du processus négociatoire, afin que celui-ci se déroule dans un cadre neutre, autre que le cadre constitutionnel existant institué par la minorité blanche. Cette exigence figure dans la déclaration de harare du 21 août 1989, endossée par l'oua et le mouvement non-aligné, et qui constitue la plateforme politique de l'anc. Elle ne figure plus dans la recommandation de l'onu du mois passé, l'anc s'étant rendu compte qu'il était futile d'attendre de fwk qu'il "negotiate himself out of power" avant même d'entamer une négociation sur la répartition du pouvoir.

en dépit de signes encourageants, on est encore loin d'un accord sur le cercle des participants à une négociation sur l'avenir de pays, mais les pourparlers préliminaires se multiplient, au cours desquels chacun cherche à se positionner avantageusement. Ces "talks about talks" constituent une étape obligée: les mouvements noirs d'opposition doivent encore resserrer les rangs et présenter un front de négociation coordonné. Cela s'applique non seulement aux relations entre mouvements, mais surtout à la distribution des rôles à l'intérieur de l'anc. Cette organisation, destinée à devenir l'interlocuteur primordial, mais non exclusif des représentants de la minorité blanche dans une future négociation, est actuellement traversée par plusieurs courants politiques largement convergents, mais distincts;

- nelson mandela, qui n'est plus seulement un mythe populaire, encore moins un prisonnier-martyr, mais un facteur essentiel de toute negociation. mandela a deja eu depuis plusieurs mois des contacts avec toutes les parties, de la prison qui lui tient lieu de quartier general. il a pu s'entretenir avec fwk, ce qui n'est pas le cas des dirigeants de l'anc liberes en octobre dernier,
- les dirigeants en question, walter sisulu en tete, qui ont pu pendant ce temps commencer a reprendre le contact avec la base interrompu pendant leur tres longue detention,
- la base des townships, qui n'est plus celle qu'ont connue les jeunes leaders qu'etaient mandela, sisulu et les autres au moment de leur incarceration en 1964. depuis lors, cette base s'est radicalisee, surtout chez les jeunes, notamment sous l'influence du parti communiste sud-africain et du mouvement "conscience noire". cette base urbaine est plus ou moins controlee par les mouvements de masse, qui ont, au cours des dernieres annees, commence a remplir les vides crees par l'interdiction de l'anc et l'emprisonnement de ses representants: front democratique uni (udf) et, plus recemment, mouvement democratique de masse (mdm), sans lesquels l'activite de l'opposition aurait ete confinee a la clandestinite,
- les dirigeants en exil a lusaka, qui eux-memes doivent faire face au double probleme que representent, d'une part, la redefinition du role de la branche militaire de l'anc dans un contexte international et regional completement modifie et, d'autre part, le probleme de la succession d'oliver tambo (en raison de son etat de sante).

ce probleme de succession ramene evidemment a mandela, dont la liberation semble imminente et a qui la presidence de l'anc devrait echoir logiquement. cependant, le probleme est beaucoup plus delicat qu'il n'y paraît: l'influence croissante de mandela eveille des suspicions au sein de l'anc (c'est ainsi que, par exemple, mandela n'a rien dit a walter sisulu, venu le voir le 12 decembre, de l'entretien qu'il allait avoir le lendemain avec fwk), surtout du cote de la branche armee de l'organisation. d'autre part, mandela, qui a jusqu'a maintenant utilise sa position de prisonnier "de luxe" pour tenter de resserrer les rangs au sein de sa propre organisation et entre les differents mouvements de liberation, fera tout pour eviter que sa liberation ne declenche la discorde et pour eviter de donner l'impression qu'il cherche a etre plebiscite: l'anc est une organisation aux structures rigides qui, pour designer un successeur a tambo, devrait tenir un congres en bonne et due forme. enfin, comme indique plus haut, la mise en liberte de mandela est inconcevable sans la legalisation parallele de l'anc, qui devrait se produire simultanement ou immediatement apres. ces deux evenements sont prevus pour le mois prochain, selon des speculations de plus en plus intenses et qui sont inspirees par l'intention qu'on prete a fwk de tirer l'effet politique et mediatique maximum de la liberation du prisonnier politique le plus notoire a l'echelle

planetaire; la periode coinciderait avec l'ouverture de la premiere session du parlement depuis que fwk est president. d'ici la, il est toutefois peu probable que l'anc reussisse a consolider sa position au point de pouvoir s'engager dans une veritable pre-negociation. un certain flottement au sein des mouvements d'opposition pourrait en resulter, qui se traduirait alors par un durcissement prejudiciable au demarrage des pourparlers.

b. schenk

)))

ambasuisse